

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Travail du dimanche

**Parce que la grande
bourgeoise Lagarde veut
pouvoir faire ses courses,
les petites caissières ne
pourront plus rester en famille
le dimanche ?**

Date de mise en ligne : lundi 23 juillet 2007

- Politique -

Démocratie & Socialisme

Mme Christine Lagarde trouve décidément tout désuet, en ce qui concerne les droits des salariés.

Hier, elle jugeait que les « 35 h relevaient d'un autre temps ». Aujourd'hui, elle trouve que la loi pourtant unanimement adoptée à l'Assemblée nationale en 1906 et maintenue depuis un siècle pour le bien de tous, est caduque.

Plus de repos dominical : travaillez tôt, travaillez tard, travaillez le dimanche aussi. Même les apprentis de 15 ans.

Le fait que les syndicats y soient opposés, mais aussi toutes les associations de petits commerçants, ne fait pas réfléchir Mme Lagarde : elle propose d'ouvrir sur « la base du volontariat » comme le lui a demandé (encore lui, il s'occupe de tout) l'incontournable vedette imposée des médias, le président omnipotent Sarkozy.

Le problème, pour Mme Lagarde et M. Sarkozy c'est encore une fois qu'ils font semblant d'ignorer le « b-a-ba » du droit, que le « volontariat » n'existe pas en droit du travail. Pas un salarié de ce pays n'est « volontaire ». Tout salarié est subordonné, et seul l'employeur décide, ou non, du travail le dimanche s'il y en a et s'il en veut. Tout comme pour les heures supplémentaires, le salarié n'est ni « libre » ni volontaire.

Le Conseil d'état a déjà maintes fois écarté l'argument du « volontariat » contre les employeurs qui voulaient l'utiliser pour justifier leurs infractions en ouvrant illégalement le dimanche.

On nous dit qu'une majorité de français sont « pour » l'ouverture le dimanche : oui, mais une majorité de français sont aussi "contre" le fait de travailler eux-mêmes le dimanche !

Actuellement, autour de 5 % de Français travaillent le dimanche parce qu'ils y sont contraints (infirmières, cheminots, chauffeurs de bus, feux continus, médias..) demandez-leur ce qu'ils préfèrent : le dimanche où ils peuvent se reposer une fois toutes les cinq et six semaines et où ils retrouvent famille et enfants. Ils le calculent longtemps à l'avance...

Et demandez-le aux 20 % de français qui travaillent occasionnellement le dimanche. Sauf des jeunes et célibataires et encore, temporairement, acceptent de subir cela, sinon tous préfèrent une autre solution, si on les y oblige pas.

Or l'article du Code du travail obligeant les employeurs à accorder le repos dominical à leurs salariés, est encore là pour les protéger. (Le système de dérogation actuel, à 5 dimanches par an et à certaines activités, est déjà extraordinairement souple et hélas, trop fraudé faute de vrais moyens pour l'inspection du travail afin de le faire respecter).

Qui travaillera le dimanche en majorité ? Des femmes, caissières, précaires, des temps partiels, des petits boulots, des étudiants, n'ayant pas le choix. Qui fera les courses : peut-être Mme Lagarde qui gagnait encore 600 000 euros dans le cabinet d'avocats d'affaires où elle travaillait précédemment à Chicago.

**bourgeoise Lagarde veut pouvoir faire ses courses,
les petites caissières ne pourront plus rester e**

Mais le pouvoir d'achat n'est pas extensible : ce qui sera acheté le dimanche ne le sera plus le lundi. L'embauche qui aura été faite le dimanche remplacera donc un emploi supprimé le lundi.

Seules les grandes surfaces y gagneront, les petits commerçants ne pourront pas suivre. Des études répétées ont établi que l'ouverture généralisée le dimanche, c'est environ 30 000 emplois en moins dans les petits commerces et ils ne seront pas durablement remplacés dans la grande distribution.

Pourquoi remplacer la civilisation du loisir par celle du caddie et créer du chômage en sus ? Si le seul "but" du dimanche devient le supermarché quel triste « progrès » !

Ne vaut-il pas mieux rapprocher la durée réelle du travail de la durée légale aux 35 h pour tous et chacun fera ses courses en semaine ?

Toute société, surtout une société aux liens distendus, en crise familiale, en déshérence dans ses banlieues, a besoin, de point de rencontre, d'un temps de repos COMMUN, COLLECTIF.

Le dimanche c'est ce point fixe hebdomadaire nécessaire pour la famille, mais pas seulement, aussi pour le sport, les associations, la vie citoyenne et culturelle, sans même parler de religion. Ce n'est pas un hasard s'il fait consensus depuis un siècle, et si ce jour de repos commun, est plus que jamais nécessaire dans notre société. Alors pourquoi détruire ce rendez-vous social, ce repos commun ? Quelle forme de vandalisme antisocial pousse Mme Lagarde et M Sarkozy à remettre en cause le dimanche ? Pour disloquer davantage, atomiser, individualiser davantage la vie sociale ? Pour déréglementer davantage la semaine et les 35 h hebdomadaires ?

Gérard Filoche, chroniques de juillet 07, d'un été où le Parlement UMP-Sarkozy détruit le droit du travail.